



Paris, le 4 février 2010

La fédération CGT rompt l'unité ...

C'est son choix, il se fait

CONTRE l'intérêt des personnels du MEEDDM !

Lors de la réunion de négociations ARTT, le 26 février dernier, nous n'avions obtenu que très peu d'avancées (voir le compte-rendu FO du 28 janvier 2010).

Pour autant la CGT indiquait que, sans la lettre du directeur de Cabinet du ministre de la veille (qu'elle découvrait en séance), elle s'appêtait à se désengager de l'action unitaire...

Avant-hier, nos responsables de sections de DIR nous informaient qu'en pleine préparation des assemblées générales unitaires de lundi prochain leurs militants CGT locaux avaient reçus comme consigne nationale de se retirer du mouvement.

Ce matin, le secrétaire général de la fédération CGT équipement-environnement nous a informé que son organisation avait décidé de ne pas participer à la réunion préparatoire du 8 février avant l'audience en intersyndicale auprès du Cabinet du Ministre.

Curieuse décision pour une organisation qui, dans le même temps, affiche -encore aujourd'hui- en éditorial de son site internet l'appel unitaire soulignant notamment que « **la menace est bien réelle pour les personnels du MEEDDM -et jusque dans les DDI- de se voir imposer des reculs sociaux sans précédents...** », concluant sur la nécessité de « **préparer alors de plus larges mobilisations si, à l'issue de cette audience, il s'avérait qu'elles s'imposaient** ».

Or que s'est-il passé depuis la réunion du 26 février dont nous attendons toujours le relevé de conclusions ?

Rien, à notre connaissance ... l'audience chez le directeur du Cabinet du ministre n'étant programmée que lundi prochain (nous y aborderons les conditions dans lesquelles pourra être satisfaite la seconde exigence de l'intersyndicale : la refondation du dialogue social au sein du ministère).

C'est-à-dire qu'alors qu'aucune des deux exigences de l'intersyndicale n'est encore satisfaite, la CGT se retire d'un mouvement au moment où nous nous organisons, tous ensemble, pour qu'elles le soient toutes les deux...

Tout ce que nous savons, c'est que, malgré le boycott, la fédération CGT a rencontré ou demandé à rencontrer, seule, plusieurs responsables de ce ministère, notamment pour commencer à négocier la fusion du LCPC et de l'INRETS ... que le Premier ministre n'a même pas commandé dans le cadre de l'acte II de la RGPP !

Cela a été également le cas lors des sporadiques journées de grèves des 21 janvier, 25 janvier et 2 février qui, à défaut d'être engagées dans un cadre cohérent et unitaire, auront plus contribué à démotiver les personnels qu'à construire les nécessaires mobilisations les plus larges sur les sujets qui nous attendent.

Il n'est que d'examiner les protocoles de sortie de ces grèves diffusés par la CGT, pour y observer que :

- la journée de grève n'était parfois même pas terminée que son arrêt était déjà programmé...
- à l'examen de ces protocoles il s'avère qu'au fond aucune revendication n'a été satisfaite...

Après la remise en cause de la RTT aujourd'hui au MEEDDM, les prochaines attaques annoncées contre les pensions des fonctionnaires et contre les retraites plus généralement, le traître cavalier seul auquel se livre la CGT n'est pas de bonne augure.

Pour FO, les enjeux nécessitent plus que jamais de poursuivre l'action, de la renforcer et d'unir nos forces, pas de les désagréger.

C'est en ce sens que nous invitons les militants FO à poursuivre la construction de cette mobilisation par l'organisation des Assemblées générales des personnels des services du MEEDDM le 8 février, et de le faire avec tous les responsables des autres organisations qui souhaitent continuer en ce sens, car nous savons que beaucoup, y compris dans les rangs de la CGT, le feront avec nous.

FORCE OUVRIÈRE donne rendez-vous, pour les jours et les semaines à venir à tous ceux qui veulent vraiment porter haut et fort leurs revendications et défendre les intérêts des salariés de plus en plus mal traités dans ce pays.

Souhaitons que, d'ici le 8 février, la sagesse soit revenue dans les rangs de la CGT et que de sombres calculs électoraux ou des accords inavoués et inavouables n'obscurcissent pas l'avenir.